

Appel à contribution sur l'encadrement de la contribution relative au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Réponse d'EDF

3 mars 2023

Réponse publique pour l'intégralité

Les réponses d'EDF à cette consultation sont exprimées à plusieurs titres : i) en qualité de maison-mère d'Enedis, ii) en qualité de gestionnaire de réseau d'électricité dans les Zones Non Interconnectées (ZNI) au réseau métropolitain continental, iii) en qualité de commercialisateur d'offres de solutions de recharge de véhicule électrique notamment pour les copropriétés (IZI by EDF)

1. Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

EDF n'a pas d'observation sur les modalités de détermination de la puissance demandée exposées par la CRE, en cohérence avec les principes issus de la documentation technique de référence pour toutes les demandes de raccordement au réseau de distribution.

De même que la CRE, EDF considère que la mise en œuvre du dispositif de préfinancement pour les utilisateurs serait retardée par les délais nécessaires aux GRD pour la mise en place d'évolutions des systèmes d'informations.

2. Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

EDF n'est pas favorable à l'idée d'exiger des GRD de mettre en place un palier technique inférieur à 9 kVA. En effet, la mise en œuvre d'un tel palier serait longue et complexe pour une économie de coûts marginale et aurait pour conséquence de retarder la solution de préfinancement par le TURPE HTA-BT.

En fonction des évolutions observées sur les puissances de raccordement souhaitées par les utilisateurs sur les 2 prochaines années, EDF propose de laisser la possibilité de se réinterroger sur le besoin de définir de nouveaux paliers techniques.

3. Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

EDF est confiant dans l'expertise et la compétence d'ENEDIS pour la détermination du coefficient de foisonnement et donc favorable à la proposition d'ENEDIS de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4. Avec le nombre d'affaires croissant, il pourrait être envisagé un retour d'expérience dans le but d'affiner ce coefficient, à échéance de 12 mois comme proposé à la question 8 par exemple.

4. Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafonds en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

EDF n'est pas favorable à la méthode de détermination des seuils proposée par la CRE.

En premier lieu, EDF rappelle que l'article 111 de la loi Climat et Résilience avait pour objectif d'encourager le déploiement des infrastructures collectives de recharges en complétant le panel d'offres de solutions techniques et de financement au bénéfice des 48% de français résidant en immeuble, et ne prévoyait pas la mise en œuvre d'un seuil plancher, lequel a été introduit par le décret 2022-1249.

L'introduction de ce seuil plancher conduit à réhausser artificiellement la part à la charge de l'utilisateur final, sans considération du coût réel de l'infrastructure et en dépit de l'esprit de la loi qui vise à lever les freins à l'équipement des parkings d'immeubles en bornes de recharge. Par ailleurs, un seuil plancher trop élevé aura pour conséquences une atteinte au libre choix des utilisateurs et le transfert des affaires les plus complexes et onéreuses vers les GRD - ce qui ne sera pas sans impact sur le TURPE et sur le niveau du plancher s'il était revu par la suite.

Dans le cas particulier des Zones Non Interconnectées (ZNI), avec l'incertitude sur l'organisation de ce nouveau marché, la définition d'un plancher plus haut tel que proposé par la CRE aurait comme conséquences de majorer le coût de raccordement des clients et de freiner le développement de la mobilité électrique.

Pour les différentes raisons exposées ci-dessus, EDF considère que le seuil plancher proposé est beaucoup trop élevé. EDF propose ainsi la définition d'un couple initial plafond / plancher avec un seuil plancher abaissé par rapport aux premiers résultats présentés par la CRE, de telle sorte que 10% des affaires les moins onéreuses soient concernées par le plancher, et une valeur plafond cohérente avec le scénario 1 (calée de sorte que 10% des affaires les plus onéreuses en bénéficient). EDF propose également d'y associer une clause de revoyure après une année de mise en œuvre du dispositif, afin de se baser sur le retour d'expérience d'un nombre d'affaires conséquent réalisées par les GRD. Suite à ce retour d'expérience, EDF demande que la méthode puisse être revue, afin d'éviter un renchérissement mécanique du seuil plancher, l'échantillon de 10% d'affaires les moins onéreuses réalisées par les GRD se situant à minima au niveau du plancher défini à l'initialisation du dispositif de préfinancement.

Si les seuils proposés par la CRE devaient s'appliquer, EDF demande la réalisation d'un premier bilan 6 mois après leur mise en œuvre.

EDF propose, dans un souci de simplification, de conserver un plafond unique pour les configurations parking intérieur et extérieur, avec une clause de revoyure annuelle, visant le cas échéant à une potentielle distinction de ces seuils, ceci afin de ne pas freiner le développement des aménagements mais aussi de prendre en compte le retour d'expérience des GRD avec le nombre croissant d'affaires

par segment intérieur ou extérieur. Qui plus est, dans le cas des parkings extérieurs où les coûts sont supérieurs, un plafond unique serait aussi propice à l'innovation et l'optimisation dans les techniques mises en œuvre sur chantiers, et donc inciter à une baisse des coûts associés.

5. Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

En cohérence avec la réponse développée à la question 4, EDF considère que le seuil plancher, dans les deux scénarios, est trop élevé.

Parmi les 2 scénarios proposés par la CRE, le scénario 1 avec son plancher plus bas serait un moindre mal.

6. Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

En cohérence avec les questions précédentes, EDF est favorable à un plancher le plus bas possible pour favoriser l'équipement sur le territoire à travers le préfinancement, et n'est donc pas favorable à une majoration artificielle de ce plancher pour l'ensemble des GRD, majoration qui ne repose pas sur des estimations en lien direct avec le type de chantiers objet de cette consultation, et dont la robustesse apparaît donc très relative.

Toutefois, la majoration des coûts est nécessaire pour prendre en compte la réalité établie des surcoûts propres aux travaux de raccordement sur les territoires des ZNI. EDF est donc favorable sur les territoires des ZNI à un ajustement de la valeur de majoration pour le plafond, pour prendre en compte la réalité des opérations qui y seront réalisées par le GRD dans les mois/années à venir.

7. Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

EDF est favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante tel que proposé par la CRE.

En complément, EDF appelle à l'actualisation de la convention de raccordement définie dans l'article 1 du décret 2022-1249 du 21 septembre 2022, afin d'y intégrer d'une part le diagnostic d'absence d'amiante demandé, le cas échéant, par le GRD et d'autre part la possibilité d'un avenant qui viendrait couvrir l'éventualité de découverte fortuite d'amiante au cours de la phase travaux.

8. Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

EDF est favorable à la mise en place d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux. Une temporalité de douze mois semble appropriée. EDF suggère également que les données de suivi soient partagées avec les acteurs concernés.

En complément, EDF est également favorable à la mise en place d'un suivi pour l'ensemble des solutions techniques, à travers la concaténation par un acteur tiers public des données financières et techniques provenant des GRD et des opérateurs privés. La mise en place de ce suivi pourrait se faire à échéance 2025, le temps nécessaire à la réalisation d'un volume d'affaires suffisant, et permettant ainsi la constitution d'un baromètre pour mesurer l'efficacité de l'action publique en soutien du développement des infrastructures de recharge.

9. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

EDF n'est pas favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée, pour les autres solutions de raccordement. Cette proposition ne représentant que des pénalités, elle nécessite de réaugmenter le niveau moyen du TURPE HTA-BT pour assurer aux GRD les moyens pour mener à bien leurs différentes missions. EDF rappelle également son attachement à la stabilité des règles et principes en cours de période TURPE, et propose ainsi la mise en place d'un indicateur de suivi du respect des délais de raccordement sur le reste de la période TURPE 6, qui permettrait de mesurer le risque financier pour les GRD de l'introduction de cette modification du cadre de régulation incitative dans un second temps.

10. Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

EDF partage l'objectif de la CRE de permettre et de sécuriser tous les schémas pertinents de raccordement d'infrastructures de recharge de véhicule électrique et d'accompagner les copropriétés dans le choix du schéma le plus adapté à leur besoin. Cela permettra d'accélérer le développement de la mobilité électrique grâce à un panel complet de solutions techniques (publique et privées) et de financements – quelle que soit la solution technique choisie. Dans cette perspective, il est essentiel de se conformer à l'esprit de la loi, qui prévoit que chaque copropriété dispose du libre choix de la solution technique et des modalités de financement répondant à ses besoins. Aucune entrave ne doit être faite à la préservation de cette liberté de choix.

C'est pourquoi EDF est convaincue de la nécessité de fixer un seuil plancher le plus bas possible afin d'éviter que les utilisateurs ou futurs utilisateurs de véhicules électriques se trouvent pénalisés dans l'exercice de cette faculté. Le développement de la mobilité électrique nécessite une mobilisation de tous les acteurs, non la création de restrictions dans le contexte d'un marché très dynamique.

EDF affirme également, pour ce marché évolutif sur le territoire métropolitain et en construction sur le territoire des ZNI, la nécessité de définir un cadre d'application pour le préfinancement permettant d'initier son application, tout en laissant la possibilité de faire évoluer les paramètres de ce cadre en fonction des retours d'expériences collectés par les GRD et partagés de manière transparente.